



Jean-Marie Bornet fait du risque sismique une priorité de son programme. SACHA BITTEL



CONSEIL D'ÉTAT Le candidat peut s'appuyer sur des listes pour le Grand Conseil.

Jean-Marie Bornet à l'offensive

STÉPHANIE GERMANIER

Non, Jean-Marie Bornet n'est pas un candidat indépendant. «Je représente une nouvelle formation politique, preuve en est que nous sommes aujourd'hui en mesure de vous présenter déjà deux listes pour l'élection au Grand Conseil (lire encadré ci-dessous)», a clarifié d'emblée le candidat au Conseil d'Etat qui avait choisi, hier matin, le hall d'entrée du théâtre du Crochetan à Monthey pour présenter ses priorités.

«Cet endroit est symbolique car il est un haut lieu culturel du canton et surtout parce que nous sommes dans une région souvent oubliée et laissée pour compte par la politique, alors que c'est ici, dans le Chablais, que les perspectives démographiques et économiques sont peut-être les plus grandes.» Un choix qui est également un pied de nez au candidat de la région au Conseil d'Etat, le PLR Claude Pottier, qui avait tenu sa conférence de presse dans le Haut-Valais.

Séismes prioritaires

Jean-Marie Bornet affiche la couleur dans le slogan de ses affiches: il veut rassembler et agir. Rassembler le canton dans toute sa longueur, rassembler les citoyens de tous bords politiques. «Nous ne sommes ni de gauche ni de droite», a martelé le candidat Bornet qui a, pour le coup, dévoilé un programme très centriste, avec des préoccupations autant économiques que sociales.

Si son discours s'articule autour de la dénonciation de ce qui ne se fait pas aujourd'hui, «le Conseil d'Etat n'est pas proactif, il ne fait que réagir aux problèmes qui se présentent», Jean-Marie Bornet se montre très prévoyant dans ses préoccupations. Il estime par exemple que le canton du Valais

doit compter avec la fonte des glaciers et donc mieux prévoir la gestion de son eau. Il veut aussi prévoir la fin du pétrole dans une trentaine d'années en pressant le développement des énergies renouvelables que sont l'hydraulique et le solaire et en incitant chaque particulier à rendre son nouveau logement énergétiquement indépendant. «Pour une villa de 800 000 francs, on peut le faire en n'investissant que 20 000 francs», a-t-il expliqué.

SÉISMES

«Nous devons créer le chantier du siècle pour préparer au mieux le Valais à un tremblement de terre majeur.»

Si le candidat du Rassemblement citoyen Valais veut réhabiliter la confiance entre la population et l'Hôpital du Valais en valorisant les métiers de la santé et en fidélisant le personnel via la création de crèches sur place, le chef de la prévention et de l'information de la police cantonale reste surtout orienté sur les mesures à

mettre en place pour sécuriser le canton en prévision d'un séisme majeur. «Ce n'est pas faire du populisme que de dire que les risques sont très élevés et les conséquences énormes», a-t-il rappelé. Pas de surprise donc que cette problématique soit au cœur de son programme. «Nous devons créer le chantier du siècle pour mettre aux normes les bâtiments. Quitte à aller chercher le soutien des banques pour qu'elles accordent des prêts à taux très préférentiels pour financer ces mesures. Quitte aussi à aller chercher ce financement auprès de la Confédération, sans vouloir faire de promesses à la Oskar Freysinger», a-t-il précisé.

Investissements du siècle

Et c'est parce que ce chantier est primordial pour le canton, que Jean-Marie Bornet se pose la question d'autres investissements importants. «Mon préavis et celui de mon mouvement à l'idée d'organiser des Jeux olympiques sont plutôt défavorables. Le Valais a d'autres priorités que de signer un chèque en blanc pour une telle manifestation.» Dans le registre des deniers à mieux investir, le policier, qu'il reste malgré son congé, reprend le dessus. Jean-Marie Bornet re-

grette la disparition de centaines de passages piétons que le Parlement a finalement décidé de réintroduire, tout comme les sept millions de francs investis

SANTÉ

«Il faut valoriser le personnel de l'Hôpital du Valais et le fidéliser, par exemple en créant des crèches.»

chaque année dans la lutte contre le hooliganisme lors des matchs du FC Sion. «On peut faire mieux avec ça que d'escorter cinquante imbéciles que les sanctions actuelles ne suffisent pas à dissuader.»

Autres mesures parmi un catalogue fourni: la création d'un service dévolu exclusivement au tourisme, l'éducation numérique à l'école ou encore la meilleure utilisation des préfets qui pourraient devenir des relais du gouvernement dans leurs régions pour aider à l'application des lois sur les constructions ou l'aménagement du territoire. ○

JEUX OLYMPIQUES 2026

Zurich boude les Grisons

Coup dur pour la candidature grisonne aux Jeux olympiques d'hiver de 2026. Le Conseil municipal de Zurich a, sans surprise, signifié aux Grisons qu'il n'était pas intéressé à prendre part à l'organisation de ces Jeux. Pour la majorité des élus, les Grisons font preuve «d'entêtement» après le refus populaire pour la candidature de 2022, mais c'est surtout le risque financier qui motive cette décision.

Une position sans appel

«Le Parlement n'a pas jugé acceptable que la tête et le cœur des Jeux soient à Saint-Moritz et le portemonnaie à Zurich», rapportent nos confrères de la «Südschweiz». Le Parlement vient donc confirmer la position, signifiée à plusieurs reprises, du Conseil communal. Zurich ne sera pas la ville hôte, ne construira pas d'installations sportives, ne couvrira pas les éventuels déficits et ne participera pas à un quelconque comité d'organisation. Il est néanmoins «con-

cevable» que Zurich prête le stade du Letzigrund contre rémunération. Cependant, la ville reste ouverte à d'éventuels pourparlers et serait ouverte à fournir une assistance dans le cadre de ses compétences financières. Des compétences qui restent néanmoins limitées puisque le gouvernement ne peut accorder qu'un soutien de 2 millions de francs sans l'accord du Parlement. Et compte tenu du ton des débats de mercredi soir, on voit mal comment le législatif pourrait ouvrir la porte à un quelconque financement.

Rapperswil comme plan B

Dans leur projet, les Grisons avaient anticipé un refus de Zurich et se reporteront, cas échéant, dans la zone de Rapperswil, ce qui est considéré, par plusieurs observateurs olympiques, comme un affaiblissement de cette candidature dans la perspective d'un duel national avec le projet de Sion 2026.

○ JULIEN WICKY

ÉLECTIONS CANTONALES

Les entrepreneurs sponsorisent «leurs» candidats

Les intérêts des entrepreneurs valaisans ne sont pas suffisamment représentés au Parlement. C'est le constat du comité de l'Association valaisanne des entrepreneurs (AVE), qui a décidé d'octroyer un soutien financier à ses membres qui se porteront candidats au Grand Conseil. A la clé de cette action de lobbying: 2000 francs pour la députation, 1000 francs pour la suppléance, soit les frais dus par les partis qui présentent des candidats.

Partis bourgeois uniquement

Seuls les directeurs, propriétaires et membres de conseils d'administration des entreprises inscrits dans des partis bourgeois (PDC, PLR, UDC, chrétiens-sociaux du Haut) sont concernés par cet appel. «Ces partis développent une politique entrepreneuriale comme nous l'entendons, dans le sens d'une défense de l'économie, du Valais et de la branche de la construction», justifie Serge Métrailler, président de l'AVE. Le PS est laissé à l'écart, notamment en raison de ses prises de position sur la loi sur l'aménagement du territoire et la lex Weber.

«C'est une décision clairement politique.»

SERGE MÉTRAILLER
PRÉSIDENT DE L'AVE

Lui-même député PDC, Serge Métrailler assume totalement sa double casquette: «Cette décision de soutien financier est clairement une décision politique, assène-t-il. On se rend compte qu'il manque beaucoup du bon sens des entrepreneurs au Grand Conseil, et ce sont eux qui créent la richesse. Nous souhaitons une plus grande représentation avec des membres dans toutes les commissions du Parlement.»

Actuellement, quatre membres de l'AVE siègent au Grand Conseil. L'association des entrepreneurs, qui a adressé la semaine dernière un courrier aux présidents des partis concernés et à ses 250 membres, souhaiterait une dizaine de représentants au Grand Conseil. ○ PGE

RASSEMBLEMENT CITOYEN VALAIS PRÉSENTE DÉJÀ DEUX LISTES

Il l'avait promis, il l'a fait: le Rassemblement citoyen Valais présentera bel et bien des listes pour l'élection au Grand Conseil qui se déroulera également le 5 mars.

Pour l'heure, le nouveau mouvement politique a pu annoncer que des listes seront déposées dans les districts de Sion et de Martigny. «Nous sommes encore en train de

prendre des contacts pour pouvoir être présents dans d'autres régions, a souligné la coprésidente du RCV, Anne-Sophie Fioretto. Nous avons été approchés par beaucoup de monde, mais nous avons aussi refusé des candidatures, le but n'étant pas de mettre en avant des gens aigris ou déçus par les autres partis.» ○ SG

PUBLICITÉ

Arnaque en milliards contre la classe moyenne!

Education, bourses d'études, assurance-maladie: NON à de nouvelles coupes budgétaires en Valais.

NON

Votation du 12 février 2017 sur la RIE III

à l'arnaque de l'imposition des entreprises



«Les grands actionnaires ne doivent pas recevoir de cadeaux fiscaux sur le dos de la classe moyenne.»

Barbara Lanthemann
présidente du PS Valais romand